

CNIL

COMMISSION NATIONALE
INFORMATIQUE & LIBERTÉS

PROTÉGER les données personnelles

ACCOMPAGNER l'innovation

PRÉSERVER les libertés individuelles

Le Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Rencontres cybersécurité Bretagne – 07/06/2018

De quoi va-t-on parler ?

1. **La CNIL** : l'autorité administrative indépendante en charge de la protection des droits et libertés des personnes physiques contre les risques liés à leurs données depuis 1978
2. **Le Règlement général sur la protection des données (RGPD)** : le nouveau cadre qui harmonise la protection des données à caractère personnel dans l'Union européenne

Annexes : **zooms** sur des sujets importants du RGPD



Présentation sur le RGPD

1. LA CNIL

Un peu d'histoire

SAFARI



1974

Safari ou la chasse aux Français.

Loi Informatique & Libertés

Article 1^{er}

L'informatique doit être au service de chaque citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.

1978

Vote de la loi Informatique & Libertés et création de la CNIL.



1991

Arrivée d'Internet !



1995

L'Europe vote une nouvelle directive.



2004

Réforme de la loi Informatique & Libertés.

2016

La CNIL accompagne l'innovation.

<linc>



2016

Vote du règlement européen sur les données personnelles.

2018

La CNIL a 40 ans !



CONSEILLER & RÉGLEMENTER

4 124

DÉCISIONS ET DÉLIBÉRATIONS DONT

2 964

AUTORISATIONS DE TRANSFERT DE DONNÉES HORS UE

810

AUTORISATIONS RECHERCHE MÉDICALE OU ÉVALUATION DES PRATIQUES DE SOINS

350

DÉLIBÉRATIONS DONT :

177 AVIS SUR DES PROJETS DE TEXTE

101 AUTORISATIONS

CONTRÔLER & SANCTIONNER

341

CONTRÔLES ONT ÉTÉ EFFECTUÉS DONT :

47

CONCERNANT LA VIDÉOPROTECTION

79

MISES EN DEMEURE

14

SANCTIONS DONT :

9

SANCTIONS FINANCIÈRES (6 PUBLIQUES)

5

AVERTISSEMENTS (2 PUBLICS)

RESSOURCES HUMAINES

BUDGET : 17 MILLIONS D'€

198 emplois



40 ans
Âge moyen

36% DES POSTES OCCUPÉS PAR DES JURISTES

26% PAR DES ASSISTANTS

14% PAR DES INGÉNIEURS / AUDITEURS

76% DES AGENTS OCCUPENT UN POSTE DE CATÉGORIE A

51% DES AGENTS TRAVAILLANT À LA CNIL SONT ARRIVÉS ENTRE 2012 ET 2017

8 ANS ANCIENNETÉ MOYENNE DES AGENTS DE LA CNIL

ACCOMPAGNER LA CONFORMITÉ

5 107

CIL SONT DÉSIGNÉS DANS :

18 802

ORGANISMES

117

DÉTENTEURS DE BCR DONT :

32

ONT DÉSIGNÉ LA CNIL COMME AUTORITÉ CHEF DE FILE

98

DEMANDES DE LABELS REÇUES EN 2017

29

DEMANDES DE LABELS RGPD (labels Gouvernance ou Formation actualisés au regard du RGPD reçues)

123

LABELS DÉLIVRÉS

INFORMER

155 000

APPELS

14 701

REQUÊTES SUR LA PLATEFORME « BESOIN D'AIDE »

+21%

4,4

MILLIONS DE VISITES SUR CNIL.FR

+1,8 MILLION

PROTÉGER

8 360

PLAINTES

4 039

DEMANDES DE DROIT D'ACCÈS INDIRECT

(fichiers de police, de gendarmerie, de renseignement, etc.)

8 297

VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES

+4,9% PAR RAPPORT À 2016

320

INTERVENTIONS LORS DE CONFÉRENCES, COLLOQUES, SALONS, ETC.

93 500

FOLLOWERS SUR TWITTER

L'objectif : apporter la confiance

- **Sécurité et protection de la vie privée** apparaissent aujourd'hui comme des **conditions *sine qua non* pour apporter la confiance** aux usagers
- Dans un contexte où tout est donnée, où les menaces sont réelles et où la technologie nous dépasse parfois, **ce besoin de confiance devient un enjeu primordial**



Présentation sur le RGPD

2. LE RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (RGPD)

Qu'est-ce que le RGPD ?



- › Un cadre pour protéger les droits et libertés des personnes physiques contre les risques liés à leurs données
- › La consécration des valeurs françaises et européennes
 - › Continuité de la loi Informatique et libertés de 1978 et de la Directive européenne de 1995
- › Une harmonisation dans tous les pays européens
- › Une application élargie
 - › Entreprises établies dans l'UE
 - › Entreprises ciblant des personnes dans l'UE
- › Règlement = application directe + spécificités locales (révision de la loi Informatique et libertés)

Les personnes physiques

L'individu est au cœur même du RGPD

- Vous (en tant qu'employé, internaute, ou citoyen européen) devez être **informé** de manière claire
- Vous devez pouvoir **exercer vos droits** :
 - De savoir : information et accès
 - De corriger : rectification et suppression + portabilité
 - D'être oublié : opposition et déréférencement
 - De prévoir : le sort de ses données après la mort
- Vos **données** doivent être **sécurisées** et vous devez être **averti en cas de violation** pouvant vous impacter gravement
- Vous avez différentes **voies de recours** (contre une entreprise ou la CNIL, recours collectif, réparation)
- Les **mineurs** doivent être protégés

Les personnes physiques

Sur le site de la CNIL

- Besoin d'aide : posez votre question, la CNIL vous répond
<https://www.cnil.fr/fr/cnil-direct>
- Plaintes en ligne
<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Explications, conseils et outils



COMPRENDRE VOS DROITS

Comment accéder à vos données personnelles, les rectifier, les supprimer ?

> Découvrir vos droits



MAÎTRISER VOS DONNÉES

Comment protéger sa vie privée dans le monde numérique ?

> Découvrir les bonnes pratiques



AGIR

Comment faire valoir ses droits sur ses données ou agir en cas de problème ?

> Découvrir vos moyens d'actions

Plus de droits pour vos données!

1 Des données à emporter!

Je peux récupérer les données que j'ai communiquées à une plate-forme et les transmettre à une autre (réseau social, fournisseur d'accès à Internet, site de streaming, etc.)



2 Plus de transparence

Je bénéficie de plus de visibilité sur ce qui est fait de mes données et j'exerce mes droits plus facilement (droit d'accès, droit de rectification).



3 Protection des mineurs

Les services en ligne doivent obtenir le consentement des parents des mineurs de moins de 16 ans avant leur inscription.



4 Guichet unique

En cas de problème, je m'adresse à l'autorité de protection des données de mon pays, quel que soit le lieu d'implantation de l'entreprise qui traite mes données.



5 Sanction renforcée

En cas de violation de mes droits, l'entreprise responsable encourt une sanction pouvant s'élever à 4% de son chiffre d'affaires mondial.



6 Consécration du droit à l'oubli

Je peux demander à ce qu'un lien soit déréférencé d'un moteur de recherche ou que une information soit supprimée s'ils portent atteinte à ma vie privée.



Les entreprises

Moins de formalités, plus de responsabilité

- ◊ Qui est concerné ?
 - ◊ Entreprises établies en UE et celles ciblant des européens
 - ◊ « Responsables de traitements » et « sous-traitants »
- ◊ Qu'est-ce qui change ?
 - ◊ Moins de formalités (déclarations, demandes d'autorisations, *etc.*)
 - ◊ Le principe d'« *Accountability* » : se mettre en conformité et pouvoir le démontrer
- ◊ Quels sont les principes à respecter ?
 - ◊ Finalité légitime déterminée, limitation des données et de leurs durées de conservation, information claire, droits des personnes, sécurité, *etc.*
 - ◊ *Privacy by design* : intégrer la protection de la vie privée au plus tôt
- ◊ Quels sont les outils ?
 - ◊ Le délégué (DPO)
 - ◊ Le registre des traitements
 - ◊ Des outils pour établir la confiance : référentiels de la CNIL, certifications, codes de conduite, *etc.*

Les entreprises Sur le site de la CNIL

- Nombreux **guides et outils**

<https://www.cnil.fr/fr/rgpd-passer-a-laction>

<https://www.cnil.fr/fr/principes-cles/rgpd-se-preparer-en-6-etapes>

<https://www.cnil.fr/cnil-direct?visiteur=pro>

- Outil pour générer ses **mentions d'information**

<https://www.cnil.fr/fr/modeles/mention>

- Formulaire de désignation de **DPO**

<https://www.cnil.fr/fr/designation-dpo>

- Modèles de **registre**

<https://www.cnil.fr/fr/RGDP-le-registre-des-activites-de-traitement>

<https://www.cnil.fr/fr/rgpd-et-tpepme-un-nouveau-modele-de-registre-plus-simple-et-plus-didactique>

- Formulaire pour notifier une **violation de données**

<https://www.cnil.fr/fr/notifier-une-violation-de-donnees-personnelles>



Les entreprises

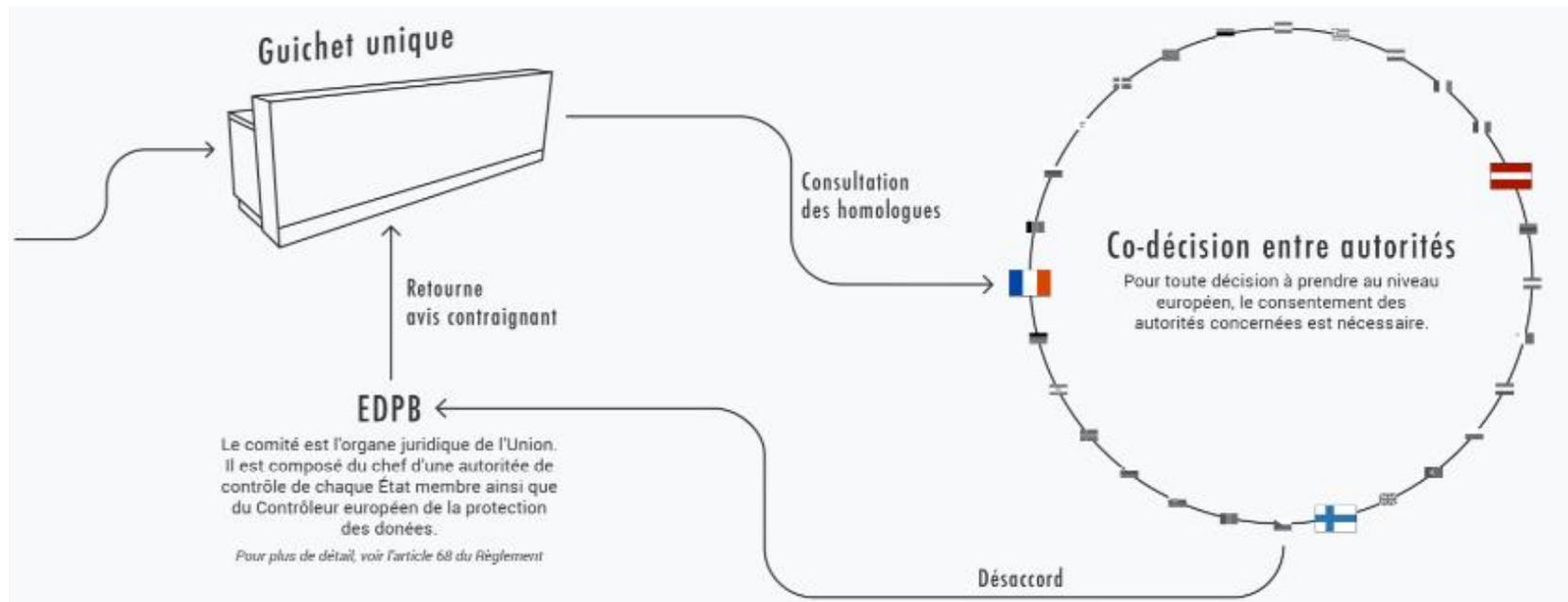
Étude de cas : une association

- Contexte
 - Association loi 1901, 250 membres
 - Activités non sensibles (échanges entre professionnels d'un même secteur)
 - Informatique hébergée en France
- Actions
 - Cadrer la **gestion des membres** (respecter le cadre et appliquer les modalités)
<https://www.cnil.fr/fr/dispense/di-008-associations-gestion-des-membres-et-donateurs>
 - Identifier ce qui sortirait du cadre pour les gérer dans un second temps
 - Créer un **registre**
<https://www.cnil.fr/fr/rgpd-et-tpepme-un-nouveau-modele-de-registre-plus-simple-et-plus-didactique>
 - Revoir/créer les **mentions d'information** utilisées notamment lors de la collecte/rectification des données
<https://www.cnil.fr/fr/rgpd-exemples-de-mentions-dinformation>
 - Faire un **plan d'action**
 - Pratiques sortent du cadre : transferts hors UE, collecte de photos, *etc.*
 - Amélioration des pratiques : en profiter pour faire le ménage dans les données, formaliser les procédures, améliorer la sécurité, *etc.*

Les autorités de protection des données

Harmonisation et crédibilité

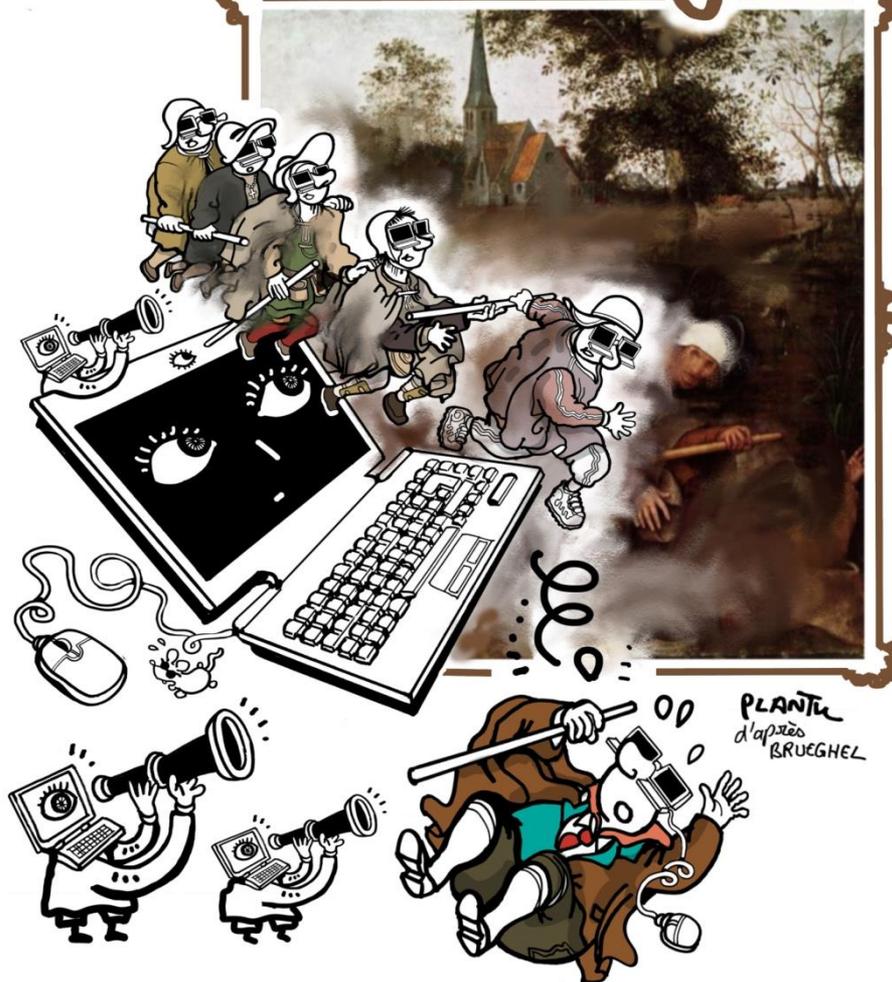
- La continuité du rôle de la CNIL
 - Accompagner les entreprises
 - Faire respecter la Loi
 - Sensibiliser et aider les personnes
 - Conseil législatif/réglementaire
- Les nouveautés
 - Guichet unique
 - Coopération entre autorités
 - Sanctions renforcées
 - Certification, codes de conduite, *etc.*



Conclusion

- ◊ Les derniers conseils
 - ◊ Dans une logique de *Privacy by design* : intégrer la protection de la vie privée dans tous les projets, au plus tôt, et de manière proportionnée aux risques sur les personnes
 - Mettre systématiquement en place les mesures élémentaires (guide sécurité, *etc.*)
 - Gérer les risques sur les services susceptibles d'engendrer des risques élevés
 - ◊ Dans une logique d'*Accountability* : faire son possible, planifier le reste, tout documenter
 - ◊ Recourir à, voire créer, des référentiels (codes de conduite, certification, PIAF, *etc.*)
 - ◊ En cas de violation ou de contrôle : transparence et coopération
- ◊ La CNIL est là pour vous aider
 - ◊ Une vraie mission de conseil / d'accompagnement
 - ◊ Des outils pratiques pour aider à comprendre et à faire
 - ◊ Privilégier les actions groupées (questions, référentiels, *etc.*)

La Parabole des aveugles





Présentation sur le RGPD

ANNEXES : ZOOMS SUR DES SUJETS IMPORTANTES DU RGPD

Qu'est-ce qu'une donnée à caractère personnel (DCP) ?

124.456.789.123

14.03.1985

UID=2257A0E1FF010003

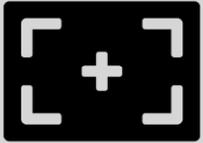
**CECI EST
UNE DONNÉE
À CARACTÈRE
PERSONNEL***

* « TOUTE INFORMATION RELATIVE À UNE PERSONNE IDENTIFIÉE
OU IDENTIFIABLE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT »

CC BY CNIL & Eventypo by Geoffrey Dorne

The infographic features a central red square with a white border. On the left side, there are several icons and text elements: a square icon with two people, a DNA double helix, a signature, a date '14.03.1985', a barcode, a smartphone, a fingerprint, a location pin, a house, and a document icon. Above the DNA icon is the number '124.456.789.123' and below the fingerprint icon is 'UID=2257A0E1FF010003'. To the right of these icons, the text 'CECI EST UNE DONNÉE À CARACTÈRE PERSONNEL*' is written in large, bold, white capital letters. Below this text, a smaller line of text reads '* « TOUTE INFORMATION RELATIVE À UNE PERSONNE IDENTIFIÉE OU IDENTIFIABLE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT »'. At the bottom of the red square, there are icons for Creative Commons (CC) and Attribution (BY), followed by the text 'CNIL & Eventypo by Geoffrey Dorne'.

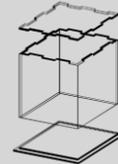
Quels sont les grands principes ?



Limitation
des finalités



Minimisation
des données



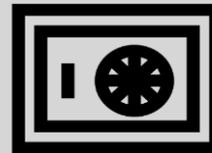
Licéité, loyauté,
transparence



Exactitude



Limitation de la
conservation



Sécurité

+



Respect des
droits des
personnes:

- Information
- Consentement
- Rectification, opposition
- Accès, rectification
- Portabilité

Le sous-traitant

Une répartition des rôles plus réaliste

- Qui est sous-traitant ?
 - Ceux qui agissent pour le compte de « responsables de traitements » (qui eux, déterminent la finalité et les moyens de traitements)
 - Pas concernés : éditeurs de logiciels ou fabricants de matériels (qui n'ont pas accès et ne traitent pas de données)
 - NB : un sous-traitant est généralement responsable de traitement pour les traitements qu'il réalise pour son propre compte (ex : gestion de son personnel)
- Quelles obligations ?
 - Transparence et traçabilité
 - Prendre en compte la protection de la vie privée dès la conception
 - Garantir la sécurité des données
 - Assister, alerter, conseiller (violations, PIA, etc.)
- Quels outils ?
 - Le DPO
 - Le registre
 - Les clauses contractuelles

Le sous-traitant

Sur le site de la CNIL

- ▶ Le guide du sous traitant
<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-sur-la-protection-des-donnees-un-guide-pour-accompagner-les-sous-traitants>
- ▶ Des clauses types
<https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>



Le délégué à la protection des données

Ses missions, en synthèse

1. Informer / Conseiller
2. Contrôler le respect du RGPD
3. Coopérer avec l'autorité / Être le point de contact
4. Conseiller sur l'analyse d'impact / Vérifier son exécution
5. S'assurer de la bonne tenue de la documentation

L'article « Devenir délégué à la protection des données » : <https://www.cnil.fr/fr/devenir-delegue-la-protection-des-donnees>

Le formulaire de désignation : <https://www.cnil.fr/fr/designation-dpo>

Les 4 atouts du DPO dans un organisme



L'atout "juriste"

Le DPO dispose d'une expertise en matière de protection des données, acquise, par exemple, grâce à une formation.



L'atout "expert"

Le DPO est doté d'une bonne connaissance du secteur d'activité de son organisation et des systèmes d'information.



L'atout "conseiller"

Le DPO est capable d'informer et de conseiller tant les opérationnels que les décideurs de l'organisme.

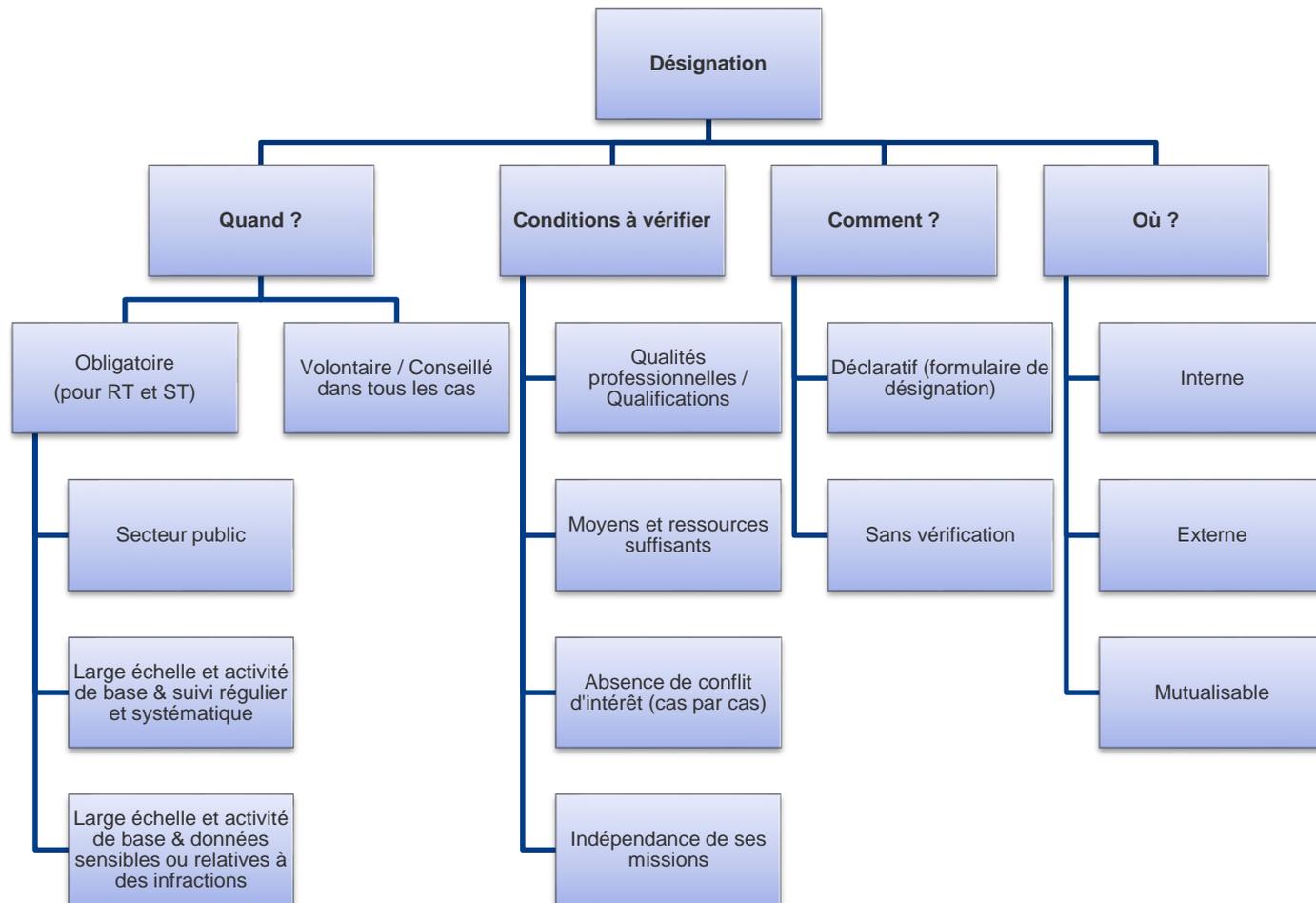


L'atout "communicant"

Le DPO sait animer un réseau de relais et transmettre les bonnes pratiques auprès des métiers.

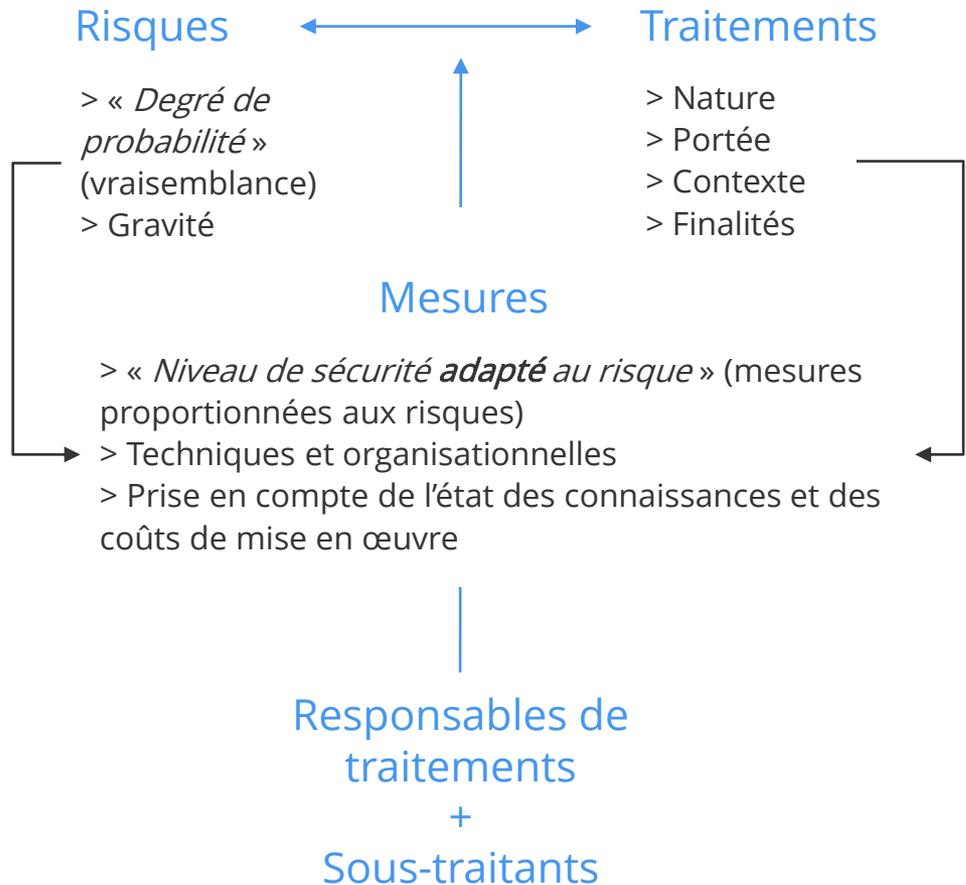
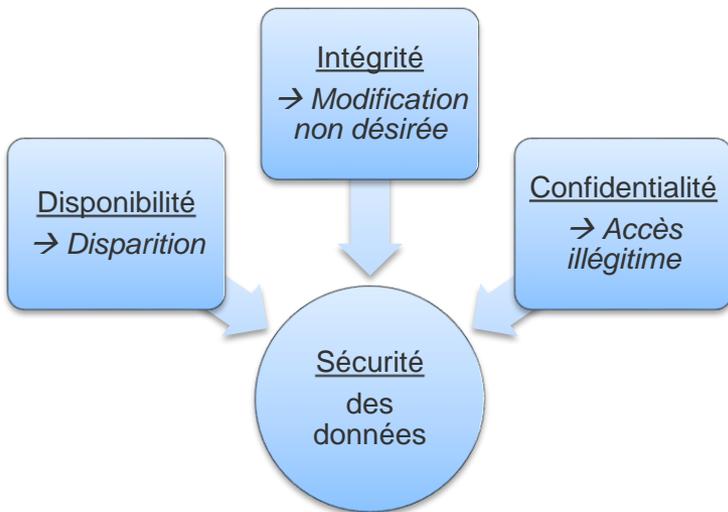
Le délégué à la protection des données

Sa désignation



La sécurité

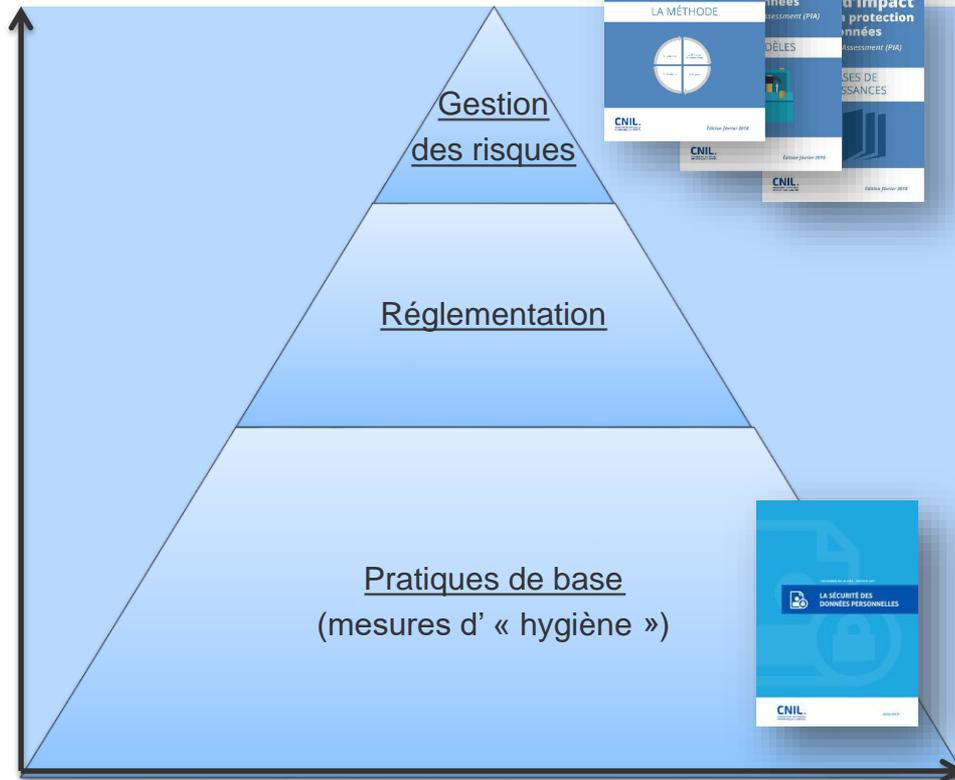
Proportionnalité aux risques



La sécurité

La logique générale

Niveau de risque
(sur les personnes)



Nombre de
traitements concernés

3. Enfin, les risques devraient être étudiés en détail sur les traitements susceptibles d'engendrer des risques élevés

- Exemples d'outils : Guides et logiciel PIA



2. Ensuite, les règles applicables (réglementation, politiques internes, normes, etc.) devraient être mises en œuvre

- Exemples d'outils : PSSI de l'organisme



1. En premier lieu, les pratiques de base devraient être mises en place de manière systématique

- Exemples d'outils : Guide « La sécurité des données personnelles »

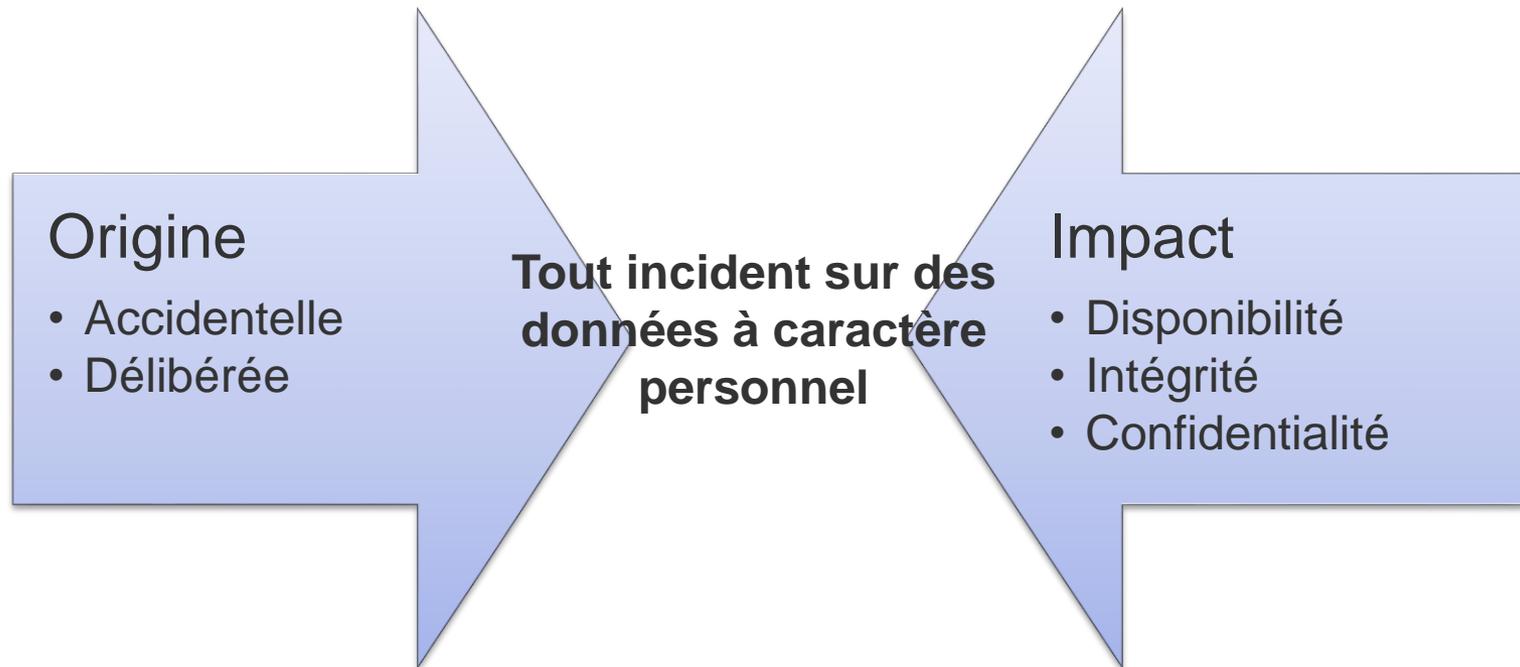
La sécurité

Se référer à des sources « fiables »

- Publications de l'ANSSI
 - Référentiel général de sécurité (RGS)
<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>
 - Guide d'hygiène informatique
<https://www.ssi.gouv.fr/guide/guide-dhygiene-informatique/>
 - Bonnes pratiques
<https://www.ssi.gouv.fr/administration/bonnes-pratiques/>
 - Notes d'information du CERT-FR
<https://www.cert.ssi.gouv.fr/information/>
- Publications de la CNIL
 - Guide « La sécurité des données personnelles »
<https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>
 - Guides et logiciel PIA
<https://www.cnil.fr/fr/PIA-privacy-impact-assessment>
 - Recommandations sur les mots de passe
<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>
- Normes internationales
 - ISO/IEC 27001 : exigences pour un système de management de la sécurité de l'information (SMSI)
 - ISO/IEC 27002 : catalogue de bonnes pratiques pour la sécurité de l'information

Les violations de données

Qu'est-ce qu'une violation de données ?



Les violations de données

Différents cas de notifications

Pour les personnes concernées, la violation engendre :	Aucun risque	Un risque	Un risque élevé
Documentation en interne par le RT sous forme d'un registre interne des différentes violations dont il est victime	X	X	X
Notification à l'autorité de contrôle, c'est-à-dire la CNIL en France, si possible en 72h	-	X	X
Information des personnes concernées dans les meilleurs délais, hors cas particuliers	-	-	X

Le formulaire de notification :

<https://www.cnil.fr/fr/notifier-une-violation-de-donnees-personnelles>

L'analyse d'impact (PIA)

Un PIA repose sur deux piliers



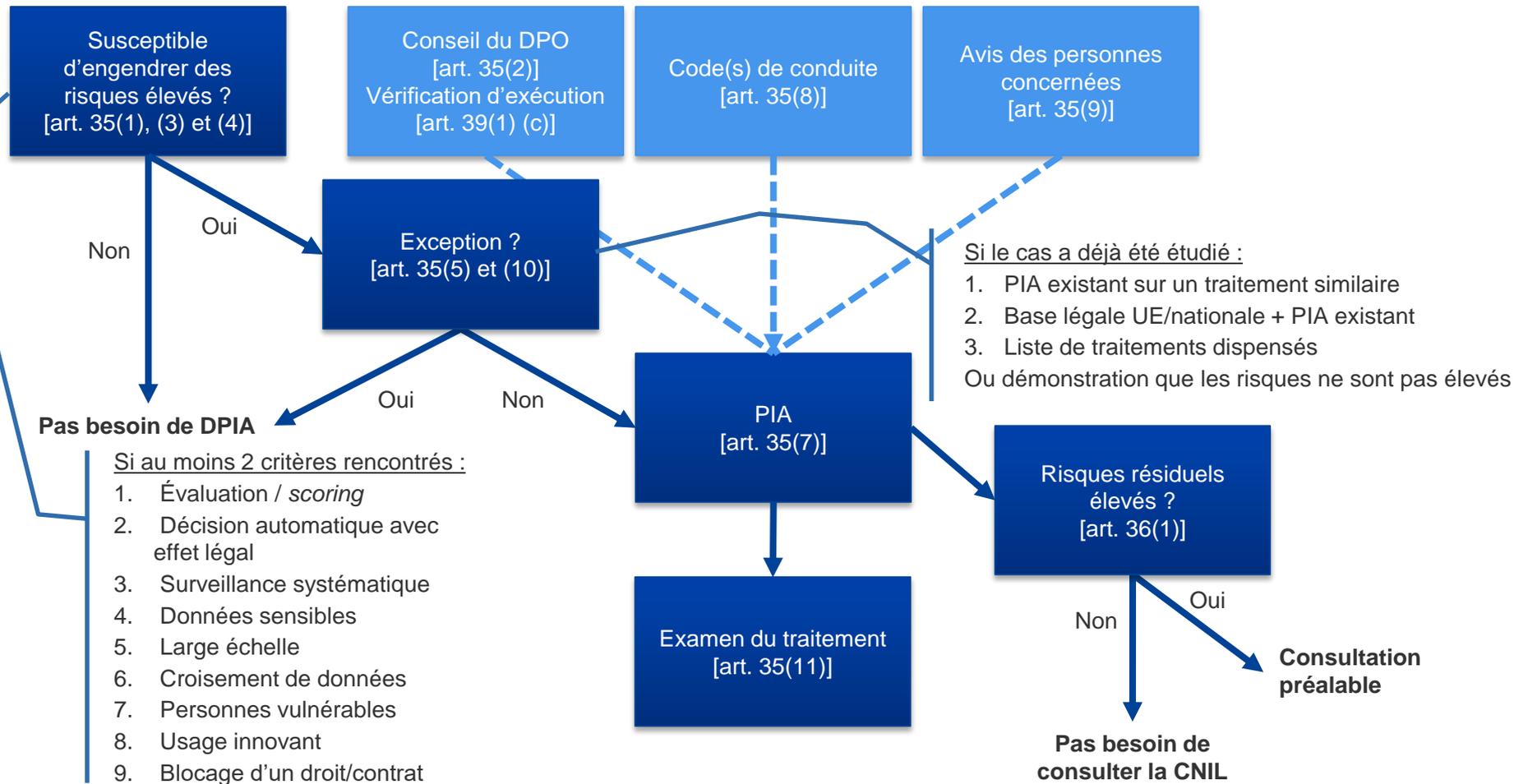
- Les principes et droits fondamentaux (finalité, information, *etc.*), « non négociables », fixés par la loi, devant être respectés et ne pouvant faire l'objet d'aucune modulation

- La gestion des risques sur la vie privée des personnes concernées, qui permet de déterminer les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données

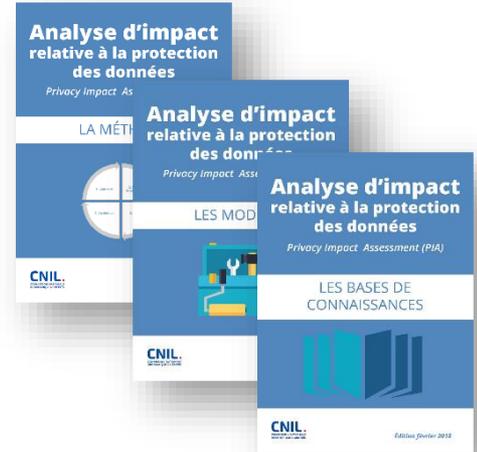
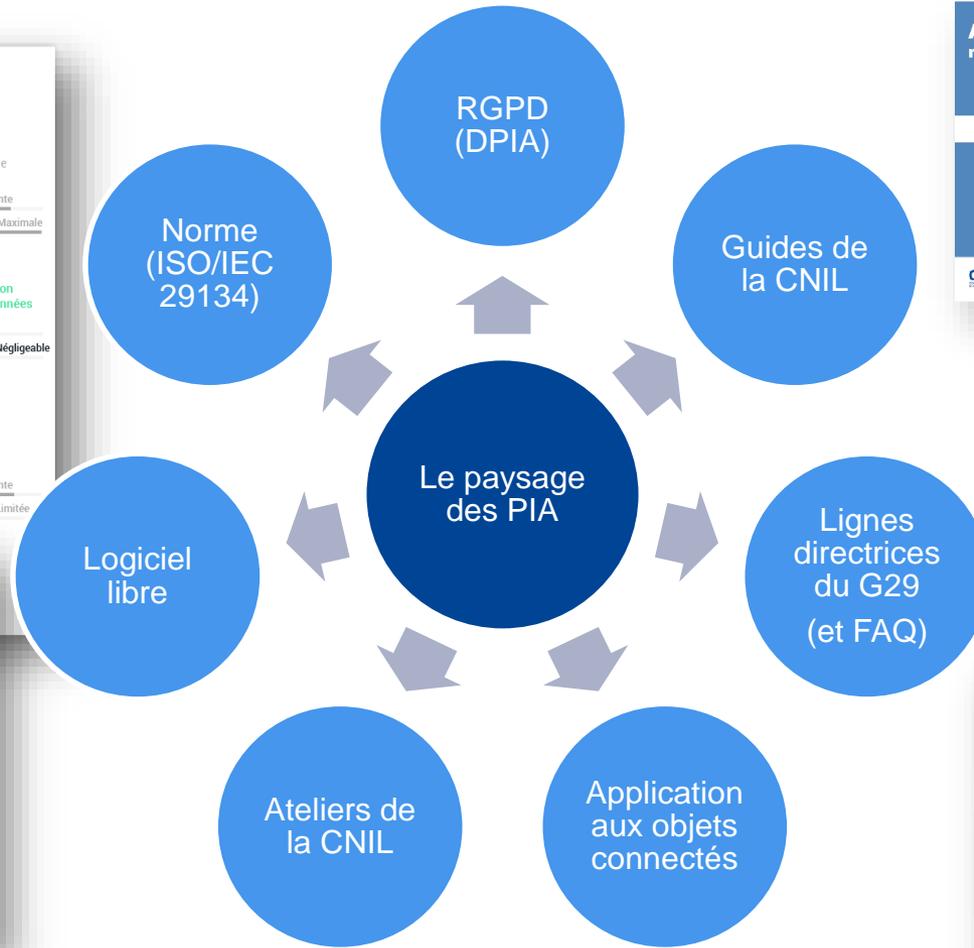
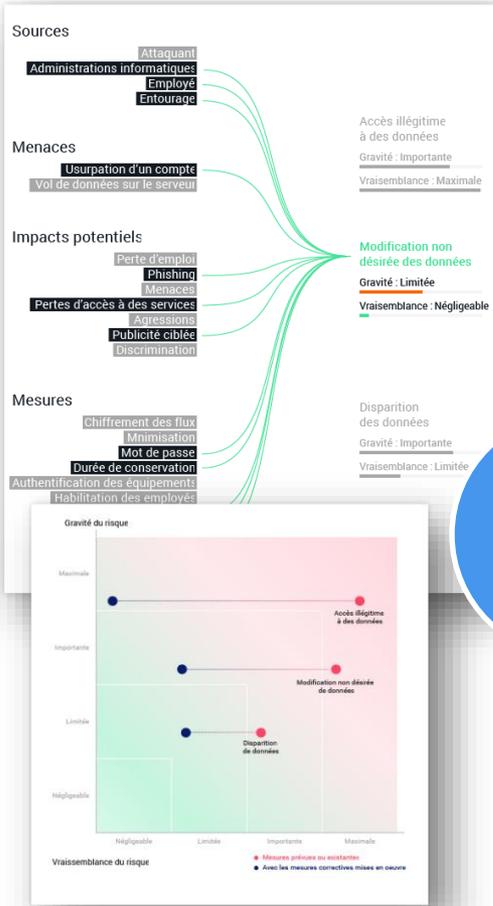
- Le *Privacy Impact Assessment* (PIA) est un moyen de **se mettre en conformité** et **de le démontrer** (notion d'*accountability*)

L'analyse d'impact (PIA)

La logique générale



L'analyse d'impact (PIA) Sur le site de la CNIL



http://ec.europa.eu/newsroom/just/item-detail.cfm?item_id=50083

